

CSA-R TERRE du 26 novembre 2025

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Dans un monde post COVID apocalyptique, la rhétorique guerrière semble depuis dans notre pays, être le maître mot, mais en même temps « Prenez soin de vous ».

1930 / 2030 même combat pour des années folles, mais différemment.

Minimiser le mot guerre et le galvauder n'est pas quelque chose de normal. Les mots ont un sens et puis pas très loin, à ces mots, suivront les gestes.

Faudrait-il « réarmer la natalité » dans un contexte où il faudrait « accepter de perdre ses enfants » ?

L'idéologie du natalisme observé en France entre deux guerres fait son grand retour, les femmes apprécieront ou pas ce projet qui ne change guère ?

Et puis reproduire un Babyboom serait sans doute une erreur grossière, puisque nos Papy-boomeurs semblent poser un problème systémique à l'orthodoxie budgétaire pour le financement de leurs retraites et de leur santé par exemple.

La CGT qui a fêté ses 130 ans d'existence cette année en a vu d'autre dans son histoire et son ADN a bien trop compris le message adressé aux maires et aux mères de France et exprime sa désapprobation et indignation. Nous ne tomberons pas dans l'émotionnel, car on ne prend jamais de bonne décision sous l'émotion.

Mobiliser toutes les énergies pour faire la paix, devrait être le combat de tous les instants. Où sont les initiatives diplomatiques, ou sont les initiatives politiques en faveur de la paix ? L'Europe aurait pourtant tous les moyens, tous les leviers de pressions, ou presque, pour éviter une nouvelle fois, ce cycle de guerre infernal, sur son continent. Vouloir la paix ce n'est pas être faible, c'est au contraire avoir une force d'âme de résistance et de résilience.

Les guerres n'arrivent pas par hasard il y a des volontés et des préparations, c'est par essence et en théorie, pas comme un virus. Contrairement à un méchant virus qui arriverait d'un pangolin la guerre a besoin d'un alibi pour s'affirmer.

Depuis COVID le facteur peur semble largement utilisé auprès des populations, même si, ne pas avoir peur, n'exclut pas forcément, un éventuel danger.

Cela dit avons nous les moyens financiers et matériels de faire une guerre ?

Pour le financier, à moins de ruiner le pays tout entiers, tout le monde a la réponse à cette question.

Pour la CGT la défense ne devra pas se faire au détriment de tout le reste et ne justifiera jamais de « souffrir économiquement ». L'histoire a démontré que ceux qui prônent généralement de tel projet sont rarement impactés par les déflagrations catastrophiques d'une guerre, ils émergent même en profitant de cette « opportunité ». Les guerres se traduisent souvent par des réformes systémiques de régressions sociales impossibles à réaliser en temps normal. La guerre légitime une remise en question du droit du travail, il n'y a plus d'élection démocratique et le niveau de corruption explose.

Pour les moyens matériels, le 14 juillet est bien sûr une vitrine de l'excellence Française dans le domaine de ce qui reste, en partie de notre industrie. Mais le Maintien en Condition Opérationnelle (MCO) nous le savons c'est tout autre chose, un autre défi qu'il faudra aussi mutualiser avec les industriels tout en ayant la maîtrise financière, car la tentation sera forte pour ces industriels, de vouloir capter, dans cette conjoncture, un maximum de profit. Quelle place pour l'étatique ?

Notre industrie de défense à un savoir-faire d'excellence reconnue dans le monde entier et n'a pas attendue la privatisation pour être parmi la meilleure, les entreprises publiques performaient déjà.

La perte de certains parcs d'entraînements entraine aussi la perte des véhicules à soutenir et que devienne les missions des personnels ?

Les personnels justement en semaine de 4,5 jours qui voient toujours leurs RTT proratisés malgré la décision du Conseil d'État. L'application de la loi semble se faire au cas par cas, car certains établissements ont décidé de se conformer à la loi quand d'autres rechignent et traînent les pieds.

L'internalisation ADP-PC de la fonction RH doit attirer toute notre attention pour cette transition délicate.

Nous assistons actuellement dans certains établissements à la nomination de ce que certains chefs d'établissement aiment appeler « représentants du personnel civils ». Ces représentants du personnel d'un nouveau genre et totalement hors cadre sont désignés par certains chefs d'établissement et bénéficient eux, contrairement aux RP qui sont élus, de qualificatifs plutôt élogieux, de bienveillance zélée et d'avantage frisant avec une dérive clientéliste. Pour exemple l'accès au lieu de travail en véhicule leur est autorisé quand les autres personnels sont réduits à la piétonisation. Leur neutralité est remise aussi en question par des partis pris dans la diffusion dans le cadre de cette fonction de tract de syndicat non représentatif au MINARM. Heureusement ce n'est pas le cas partout et l'engagement est parfois reconnu.

Que penser de la mesure ASCAA qui prendra fin le 31 décembre 2027 ? Peut-on garantir que les personnels ne seront plus exposés au-delà de cette date ? Comment les dossiers d'indemnisations seront abordés ? Même si maintenant contrairement aux pratiques de l'époque l'amiante n'est plus mâchouillée comme un chewing-gum pour colmater des petites brèches.

La CGT souhaite le maintien de la cartographie CAPSO telle qu'elle s'exerce aujourd'hui.

Que dire des trop versés de rémunération 11 178 Ouvriers de l'Etat (OE) engendrés par le logiciel PAYSAGE de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP), espérons juste que les coûts de recouvrement ne soient pas plus élevés que les sommes à récupérer, 60 centimes pour certains OE.

Les agents du MINARM ne sont pas des « gratteurs de lingots » ils veulent juste vivre dignement de leur salaire et servir dans de bonnes conditions avec une juste et digne rémunération.

Pour la CGT, pas d'hésitation travailler pour le secteur de l'armement et travailler pour le ministère des Armées est un service public et c'est déjà une sacrée mission, pas besoin de rajouter cette satanée « économie de guerre ».

Tuons la guerre avant qu'elle nous tue.

La CGT vous remercie de votre attention.